

LA VIE EN JAUNE

POUR EN FINIR AVEC CE MONDE...

Malgré une répression sans précédent (voir encadré au dos) et de vaines tentatives d'enfumage du gouvernement, voilà plus de deux mois que nous sommes des milliers à occuper l'espace public, bloquer l'économie et manifester chaque samedi, nos gilets jaunes sur le dos. Face à des forces de l'ordre toujours plus violentes et des médias aux ordres, nous nous sommes organisés.e.s, un peu partout en France pour transformer notre rage en actions et pour faire plier celles et ceux qui voudraient nous voir courber l'échine un peu plus.

Sur les barrages, dans les manifs, aux assemblées ici et là mais aussi sur internet, les discussions ont vu émerger de nombreuses revendications. On est bien loin du seul enjeu de la taxe carbone qui avait mis le feu au poudre. Augmentation des salaires, retour de l'ISF, baisse de la TVA, retour des services publics etc. Toutes ces légitimes revendications expriment une seule et même chose : notre **ras-le-bol de l'exploitation de la majorité par une minorité de possédant.e.s**. Nos dirigeant.e.s et nos patron.ne.s s'enrichissent grassement tandis que nous voyons chaque jour notre pouvoir d'achat diminuer. **Ce que nous constatons aujourd'hui c'est que celles et ceux qui s'engraissent ne peuvent le faire que grâce à notre travail.** Les patron.e.s et les actionnaires s'octroient parachutes dorés et dividendes sur notre dos pendant que le gouvernement baisse les APL, les aides sociales, et flique toujours plus les chômeur.euses, main-d'œuvre corvéable à merci. Nous produisons chaque jour la richesse qu'ils et elles s'accaparent ensuite. C'est cela que notre mouvement exprime : **nous ne voulons plus de ce système qui nous exploite et qui envoie ensuite sa police nous réprimer.** Nous voulons vivre dignement, libéré des chaînes que les capitalistes nous ont mis autour du cou, dans un monde juste et égalitaire ! A nous aujourd'hui de montrer notre détermination. Si le mouvement a déjà essuyé bien des tempêtes, nous devons aujourd'hui transformer l'essai pour arriver à la victoire. Qui croit vraiment à ce « Grand débat national » ? Encore une tentative ridicule pour nous diviser ! **Il est essentiel de renforcer l'organisation à la base de notre mouvement, développer nos outils de solidarité pour être plus fort demain, et se donner les moyens d'un blocage durable de l'économie par la grève !**

... et voir, enfin, la vie en jaune !

FACHÉ.E.S MAIS PAS FACHOS!

Depuis le début du mouvement, nous observons la présence de groupes racistes et fascistes. A Lyon, ils sont très implantés dans la ville et font régulièrement la une de la presse locale suite à des ratonnades (xénophobes, homophobes...). Ces groupes; Bastion social, Génération Identitaire, royalistes de l'Action Française tentent d'imposer un régime profondément discriminatoire et autoritaire, en totale opposition à la forme d'auto-organisation qu'ont pris les gilets jaunes. Depuis deux mois, ils se sont distingués en agressant plusieurs gilets jaunes pendant les manifestations du samedi. En ciblant certain.e.s d'entre nous, ils tentent de nous diviser. Paradoxalement, les exclure aujourd'hui c'est permettre au plus grand nombre de rejoindre le mouvement, de le renforcer, et espérer gagner demain. Ne les tolérons plus dans les manifestations.

On lâche rien, on va plus loin !

Déjà deux mois et notre mouvement n'en finit plus d'innover dans ses initiatives. Les positions et les stratégies s'affinent, au delà des blocages économiques et des manifestations. La question de la grève commence par exemple à pointer le bout de son nez. A Paris, les « Gilets jaunes de Paris Est » ont lancé un appel autour de l'organisation de la grève. Ils/elles y affirment « **Le mouvement des gilets jaunes sera vaincu s'il s'obstine à croire que les intérêts des travailleurs sont conciliables avec ceux des patrons** » et souhaitent « *discuter dès maintenant de la grève, de son déclenchement, de son extension, de sa coordination* ». Des appels des gilets jaunes de Alès, de Commercy et de Saint Nazaire, ciblent ouvertement les capitalistes. A Caen, une AG de gilets jaunes a été accueillie dans un immense squat de migrant.e.s, affirmant ainsi **la nécessité de la convergence des luttes**. Dernièrement, des femmes « gilets jaunes » sont sorties dans la rue pour mettre en avant la question du droit des femmes. On ne peut que s'en féliciter et appeler à soutenir ces initiatives !



RETOUR SUR LA MOBILISATION ET LA REPRESSION DE SAMEDI 12 JANVIER À LYON

Le matin, un cortège de plusieurs centaines de personnes est parti de la Part-Dieu, direction Gerland. A partir de 14h, plusieurs cortèges se sont constitués dans la ville. Plus tard dans l'après-midi, des centaines de personnes ont convergé vers l'A7 pour bloquer la circulation tandis que le reste des manifestant.e.s se dirigeaient vers la presqu'île.

Vers 17h, une petite fille qui passait par le pont de la Guillotière avec sa famille a reçu une capsule de lacrymo dans son manteau... Parmi les gilets jaunes, plusieurs blessés.e.s, victime d'une répression policière toujours plus violente, sont malheureusement à déplorer. Fin du game : vers 19h30 à Bellecour. **Bilan : 23 interpellations, de nombreux.euses blessés.e.s mais des gilets jaunes déterminés.e.s et nombreux.euses (nous étions plus de 3000 dans les rues).**

Le couple police-justice a fonctionné à merveille. Les flics mutilent, tabassent, interpellent, et la justice condamne lourdement pour des faits mineurs et/ou bien souvent sans preuves réelles... Sur les 23 interpellations et après 48h de garde-à-vue, une douzaine de personnes sont passées en comparution immédiate lundi 14 janvier. Les faits reprochés sont : *participation à un groupement en vue de la préparation de violences envers les personnes ou de dégradation de biens ; violences sur agent dépositaire de l'autorité publique, sans ITT (Interruption Temporaire de dire sans blessures...), et bien souvent sans aucune preuve ; détention de arme blanche; rébellion...* A part un inculpé, ils ont tous été condamnés au moins un de ces faits. La sentence ? 3 peines de 6 à 7 mois de prison ferme (sans mandat de dépôt), des peines de 3 à 6 mois de prison avec sursis, des interdictions de manifester ou de se rendre à Lyon les week-end pendant 6 mois, et bien sûr, des amendes et des « dommages et intérêt » pour les flics constitués en partie civile, allant de 400 à 800 euros (un bon complément de salaire en somme). **Mais qu'on se le dise, la répression ne nous fera pas plier et notre détermination est toujours intacte.**

AGENDA

Lundi 21 janvier

19h - Bourse du travail

Lyon 3ème (métro place Guichard)

Assemblée populaire Gilets Jaunes

Jeudi 24 janvier

11h - Bourse du travail

Lyon 3ème (métro place Guichard)

Manif et grève de l'éducation nationale

Samedi 26 janvier

Acte XI !

RÉPRESSION

L'ÉTAT FLIPPE, LES FLICS SUR-ARMÉS
COGNENT, MUTILENT, INTERPELLENT

Depuis le 17/11, l'État et ses flics frappent dur. En toute impunité. Le collectif *Désarmons-les* (collectif contre les violences policières, qui vérifie systématiquement ses sources), recense **17 personnes éborgnées** par des tirs de LBD-40, **4 mains arrachées** par des grenades GLI-F4 (grenade lacrymogène et assourdissante, contenant une charge explosive constituée de 25g de TNT), **une personne qui a définitivement perdu l'audition** (grenade GLI-F4), et **une dame de 80 ans qui a été tuée suite à un tir de grenade lacrymogène reçue en plein visage à Marseille le 1/12/18**. On ne compte plus les mâchoires fracturées, les os cassés, les brûlures graves... Une centaine de personnes ont subi des « blessures graves ». Imaginez le décompte des blessures légères. Quand les flics tirent dans la tête avec leur LBD-40, ils visent la tête. Quand ils lancent leur GLI-F4, ils le font pour nous attaquer, et non pour se défendre. Quand ils tabassent des personnes à terre sans défense, ils savent qu'ils ne leur arrivera rien, ou presque. **Nous n'oublierons pas**. Quant aux interpellations, rarement un mouvement n'en a subi autant. Le 8/12, par exemple, pas loin de 2000 interpellations et 1700 garde-à-vue ! Beaucoup de ces interpellations sont préventives. L'objectif : empêcher les gens d'aller manifester, et si possible les condamner, avant même que quoique ce soit ne se passe. La justice réprime dorénavant sur une potentielle « intention ». On ne compte plus le nombre de condamnation à de la prison ferme ou avec sursis pour les très nombreux, euses inculpé.e.s du mouvement. Le pouvoir a peur de cette vague jaune inédite, c'est certain. Il tente de le mater par la répression. **Ce qu'il ne comprend pas, c'est que plus il nous réprimera, plus nous serons offensifs et déterminés.**

RUBRIQUE SANTÉ

Les armes de la police



LBD40



LACRYMOS

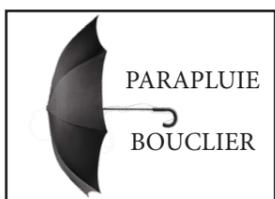


GRENADES



LANCE-GRENADE

S'en protéger



PARAPLUIE
BOUCLIER



LUNETTES



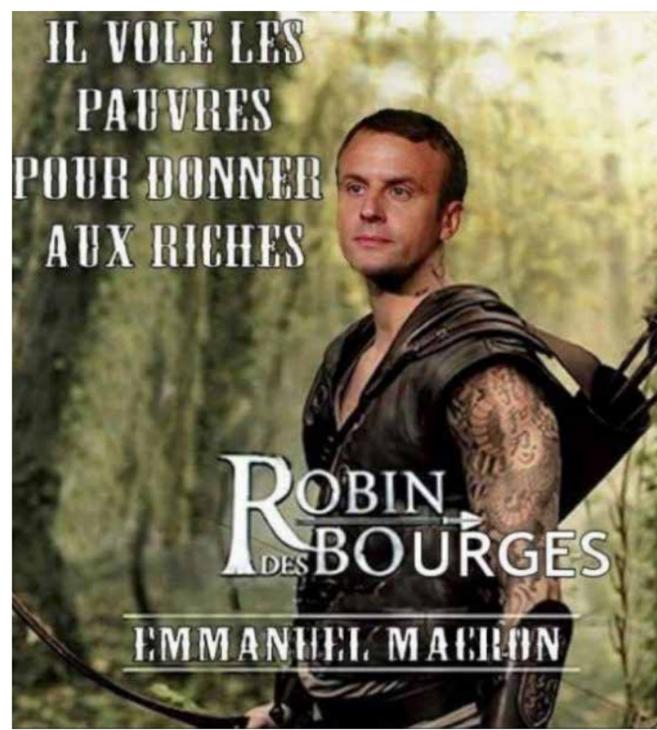
MASQUES



NECESSAIRE
DE SECOURS

CONSEILS PRATIQUES EN MANIFS, GARDE-À-VUE (GAV), ET POUR LA SUITE...

Pensez à prendre sur vous du sérum physiologique, utile contre les lacrymos. Pendant la manif, si les CRS chargent, c'est rarement au delà de 50 mètres, il est donc inutile de courir longuement. il vaut mieux marcher groupé.e.s et éviter de laisser des personnes isolées derrière le groupe. La BAC est là pour interpellé : ils agissent en roue libre avant de se replier derrière les lignes de CRS/GM. Rester groupé.e.s face à elle, former des chaînes si nécessaire, c'est un bon moyen d'éviter les arrestations. Si une personne est interpellée à côté de vous, demandez lui de crier son nom et son adresse puis donner ces infos à la « caisse de solidarité » (cf. ci-dessous). En cas de GAV, vous avez le droit de ne rien déclarer. Il faut savoir que tout ce que vous direz lors d'une audition sera utilisé ensuite par un juge pour vous condamner. Une des techniques policières employées est de vous inciter à reconnaître ce qui vous est reproché pour sortir plus vite de garde à vue. Accepter est un mauvais calcul. Pensez également à bien relire vos procès-verbaux à la fin de l'audition avant d'éventuellement les signer, car les flics les modifient souvent. A la fin de la GAV, que l'on s'estime innocent ou coupable, il vaut mieux refuser la comparution immédiate. Être jugé tout de suite, à chaud, c'est courir le risque de prendre une peine « pour l'exemple », et se priver de l'aide d'avocats capables de défendre correctement le dossier - ne serait-ce que parce qu'ils auraient eu le temps de le lire. Lorsqu'on refuse la comparution immédiate, le juge est dans l'obligation de donner la date à laquelle on sera de nouveau convoqué. La question est de savoir si on attendra cette date en prison ou dehors. Pour en décider, le tribunal examine les « éléments de personnalité », c'est-à-dire des informations sur le travail, le revenu, le domicile... pour déterminer si l'institution judiciaire est assurée de retrouver le prévenu le jour de son procès. Lorsque l'on voit un avocat en GAV, il faut donc lui demander de contacter quelqu'un qui pourra lui faire parvenir des « garanties de représentation » : fiche de paye, avis d'imposition, facture prouvant la domiciliation, déclaration d'une association, etc.



LA CAISSE DE SO: UN OUTIL DE SOLIDARITÉ POUR NOS LUTTES !

Il existe à Lyon une « Caisse de solidarité ». Si vous êtes témoins d'une interpellation, n'hésitez pas à appeler ce numéro 06.43.08.50.32 (mail : caissedesolidarite@riseup.net). La caisse de solidarité répertorie les interpellations et organise la solidarité en cas de procès (avocats, amendes, frais de justice, etc.).

A LIRE AILLEURS | UN TEXTE DE LA REVUE CONVERGENCES (Caen)

IL N'Y AURA PAS DE PARTAGE DES RICHESSES SANS ATTAQUER LES PROFITS CAPITALISTES

Beaucoup de gilets jaunes sont déçu.e-s par les annonces de Macron. Leur colère est intacte. Ils et elles aspirent à une amélioration concrète et rapide de toutes les petites retraites, de tous les bas salaires, des minimas sociaux. Parce que cela les concerne directement. Parce que la majorité des gilets jaunes est constitué de travailleurs-euses, de retraité.e-s, de précaires qui galèrent financièrement.

Les annonces de Macron reflètent cependant plusieurs choses :

1°) Un rapport de force pas encore suffisant pour obtenir les moyens concrets, financiers, de mener une vie plus digne pour des millions d'entre nous. Il va falloir durer, mieux s'organiser pour mener et coordonner les actions et élargir le mouvement de contestation en tissant des liens de solidarité et de lutte commune avec la jeunesse lycéenne et étudiante, avec des luttes de travailleurs-euses du public comme du privé.

2°) Le gouvernement cherche à tout prix à ne pas impacter les profits capitalistes. Il a bien été précisé par Macron que ses annonces ne coûterait rien au patronat (c'est par l'impôt collectif que les annonces vont être financées) et qu'il n'était pas question de rétablir l'Impôt Sur la Fortune. En cela le gouvernement Macron continue bel et bien à être un gouvernement des riches et, en général, on n'est pas vraiment riche sans être un capitaliste et exploiter le travail de salarié.e-s.

3°) Mais le fait que les annonces, censées répondre aux revendications des gilets jaunes, prennent la forme de dispositifs de redistribution fiscale révèle aussi l'ambiguïté, au moins initiale, des revendications du mouvement. Ces revendications initiales mettaient l'accent sur les « taxes », terme fourre-tout dans lequel on peut mettre aussi bien les taxes à la consommation, les im-

pôts directs, que les charges sociales sur les salaires et les charges patronales... Charges sociales et patronales qui servent à payer des choses aussi utiles que la sécu, le chômage, les retraites...

Le gouvernement Macron s'est engouffré dans cette ambiguïté des revendications pour mettre sur la table des annonces qui ne prennent surtout pas la forme de hausses directes des salaires, des retraites et des minimas sociaux. Des hausses qui, elles, ne pourraient être financées qu'en tapant dans les profits capitalistes.

La poursuite du mouvement des gilets jaunes va donc probablement entraîner des débats internes et des revendications clarifiées visant une hausse directe des bas salaires, des petites retraites et des minimas sociaux, le rétablissement de l'ISF, la taxation des profits capitalistes, la réaffectation sociale et écologique des aides publiques aux grandes entreprises (au moins 140 milliards d'euros par an)...

Cela va avoir au moins deux conséquences rapides :

1°) Certains partis, qui jusqu'alors soutenaient soi-disant, plus ou moins, le mouvement vont s'en distancier parce que la poursuite du mouvement sur de telles bases (ainsi que les pratiques émeutières et la convergence avec d'autres luttes sociales) va à l'encontre de leurs orientations politiciennes et parce qu'il ne pourra plus rien leur rapporter en vue d'élections futures. Suivez notre regard vers la droite et l'extrême droite...

2°) Le pouvoir va se raidir encore plus et tenter d'accroître l'intensité de la répression, à défaut de pouvoir en augmenter les moyens.

La poursuite de la lutte risquent donc de s'effectuer dans des conditions politiquement clarifiées mais pratiquement plus dures. Autant le savoir...